

Division des Personnels Enseignants 1^{er} degré

Affaire suivie par :

Aurélie DURAND
Tél : 04 67 91 53 48
Mél : tempspartiel34@ac-montpellier.fr

CORRESPONDANT TECHNIQUE : DSI² via ASAP²

31, rue de l'Université
CS 39004
34064 Montpellier Cedex 2

Montpellier, le 17 décembre 2025

L'inspectrice d'académie
Directrice académique des services
de l'éducation nationale de l'Hérault

à

Mesdames et Messieurs les
instituteurs et professeurs des écoles

s/c de Mesdames les inspectrices et
Messieurs les inspecteurs de
l'éducation nationale

OBJET : Demandes d'autorisation d'exercer à **TEMPS PARTIEL et de REINTEGRATION A TEMPS COMPLET**
pour l'année scolaire 2026-2027
Personnels enseignants du 1^{er} degré public.

Réf. :

Articles L 612-1 et suivants du code général de la fonction publique

Article 40 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction Publique de l'Etat ;

Loi n°94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique ;

Décret n°82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 à l'exercice des fonctions à temps partiels ;

Décret n° 2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé dans la fonction publique de l'Etat ;

Décret n°2005-168 du 23 février 2005 ;

Décret n° 2008-775 du 30 juillet 2008 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du premier degré ;

Décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

Circulaire n° 2013-019 du 4 février 2013 relative aux obligations de service des personnels enseignants du premier degré ;

Circulaire n° 2014-116 du 3 septembre 2014 relative au travail à temps partiel des personnels enseignants du premier degré exerçant dans les écoles.

P.I. : 2 annexes

Vous trouverez ci-après les instructions relatives aux demandes d'autorisation d'exercer à temps partiel ou de reprise de fonctions à temps complet pour l'année scolaire 2026-2027.

Dans le cadre de la campagne départementale, les demandes de travail à temps partiel - ou de réintégration à temps complet après une période à temps partiel – doivent être présentées **avant le 31 janvier 2026** via l'application **COLIBRIS** sur **ACCOLAD**.

1- Champ d'application et principes.

L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est accordée **sous réserve du respect des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service** :

- Lorsque le temps partiel est accordé, la quotité acceptée par l'administration peut être différente de celle sollicitée. Ceci est également valable dans le cadre d'une demande de temps partiel de droit; en effet, seul l'exercice à temps partiel est de droit et non la quotité demandée.
- Dans tous les cas, l'autorisation est accordée sous réserve des possibilités d'aménagement de l'organisation du service et la préservation de l'intérêt des élèves. En conséquence, à l'exception des demandes à temps partiel de droit, l'autorisation de travailler à temps partiel n'a pas de caractère automatique. La quotité et la modalité sont de la compétence de l'IA-DASEN.
- Notamment, **l'exercice de missions associées à des contextes précis** (ex: directeurs d'école, fonctions à encadrement pédagogique, titulaires remplaçants, etc...) ne sont pas toujours compatibles avec un exercice à temps partiel. Il sera procédé à un examen d'opportunité de l'exercice à temps partiel compte tenu de chaque situation individuelle en appréciant la compatibilité avec les fonctions exercées.
- Si l'incompatibilité est avérée, le demandeur pourra soit renoncer à sa demande, soit bénéficier éventuellement d'une affectation temporaire pour la durée de son temps partiel, soit se voir proposer l'exercice d'une quotité modifiée.

Les enseignants intervenant sur une même classe doivent se concerter pour la détermination des journées travaillées. **En cas de désaccord, l'IEN de la circonscription est chargé d'assurer l'arbitrage.**

Pour l'enseignant du premier degré affecté sur un poste du second degré (SEGPA – EREA – ULIS collège ou lycée), les modalités d'application du temps partiel feront l'objet d'un examen particulier en liaison avec le chef d'établissement qui organise les services des enseignants.

1-1 Rappel des principes régissant le travail à temps plein et incidences sur le temps de travail à temps partiel :

1-1-1 : Principes généraux

Le service des personnels enseignants du 1^{er} degré s'organise en vingt-quatre heures hebdomadaires d'enseignement devant élèves et trois heures hebdomadaires en moyenne annuelle consacrées à diverses activités, soit cent huit heures annuelles.

L'ensemble du service des personnels est accompli dans le cadre d'un calendrier scolaire national unique d'une durée de trente-six semaines. La quotité de temps partiel est calculée en rapportant les heures

correspondant aux demi-journées effectuées au service d'enseignement de vingt-quatre heures pour un temps plein. Le calcul du service annuel de 108 heures est effectué au prorata de la quotité de temps partiel.

Un tableau de service adressé par le directeur de l'école à l'inspecteur de l'éducation nationale (IEN) chargé de la circonscription précise, pour chaque enseignant, l'organisation de son temps de service.

Les quotités de travail à temps partiel sur autorisation et de droit doivent permettre d'obtenir un service hebdomadaire comprenant **un nombre entier de journées** afin d'assurer le remplacement dans les meilleures conditions possibles.

L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est accordée pour l'année scolaire. Le temps partiel ne peut être accordé en cours d'année, sur demande et en fonction des contraintes du service, qu'à l'issue du congé de maternité, du congé d'adoption, du congé de paternité, du congé parental ou pour donner des soins à un conjoint, enfant à charge ou ascendant. Cette possibilité reste subordonnée aux nécessités du service. Sauf situations exceptionnelles, **la demande de temps partiel sera établie au moins deux mois avant le début de la période d'exercice à temps partiel.**

1-1-2 : Situation « conditionnelle »

Elle concerne la demande d'allègement de service pour 2026-2027 : si vous obtenez une suite favorable à une demande d'allègement de service, la Division des Personnels Enseignants (DIPER) prendra votre attache afin de connaître vos intentions.

La demande d'un congé de formation ou d'un stage de formation (CAPPEI) ne relève pas d'une situation conditionnelle puisqu'en cas d'obtention de l'un ou l'autre, la demande de temps partiel sera automatiquement annulée.

1-1-3 : Réintégration à temps complet

Tous les enseignants exerçant à temps partiel en 2025-2026 et souhaitant réintégrer leurs fonctions à temps complet au 1^{er} septembre 2026 doivent en faire la demande via la procédure.

IMPORTANT : les enseignants qui souhaitent réintégrer à temps complet aux 3 ans de l'enfant en cours d'année doivent également effectuer cette demande. Dans ce cas de figure, votre affectation complémentaire ne pourra être effectuée sur votre poste (les compléments de service sont attribués par arrêté, pour l'année entière) mais sur tout support vacant à ce moment-là. Vous retrouverez votre poste à temps complet à la rentrée scolaire suivante.

1-2 On distingue deux types de temps partiel :

1-2-1 : Le temps partiel de droit

L'autorisation d'accomplir des services à temps partiel est accordée de plein droit :

- **pour élever un enfant** : à l'occasion de la naissance et jusqu'à sa troisième année, ou à l'occasion d'une adoption et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée de l'enfant au foyer. Si l'échéance des 3 ans arrive en cours d'année scolaire, le temps partiel peut être prolongé si l'enseignant en fait la demande lors de la campagne. De fait, lors de la demande de droit jusqu'à la veille des 3 ans de l'enfant, l'enseignant doit préciser sur le formulaire son souhait de poursuivre à temps partiel sur autorisation jusqu'au 31 août 2027. Ce dernier est accordé en fonction des nécessités du service ;

- **pour familles recomposées ou homoparentales** : l'accès à ce temps partiel de droit n'est pas subordonné à un lien juridique de filiation ou à l'existence de l'exercice d'une autorité parentale sur l'enfant. Il doit être seulement justifié par la survenance de certains évènements familiaux (naissance, adoption) au sein du foyer familial. Les deux personnes ayant l'enfant à charge peuvent bénéficier conjointement d'un temps partiel, pour des quotités différentes sachant que la notion « d'enfant à charge » est ici une notion de pur fait. Ainsi une personne, quel que soit son sexe, liée par un PACS à la mère ou au père biologique ou adoptif d'un enfant est recevable à demander le bénéfice d'un temps partiel de plein droit ;
- **aux fonctionnaires en situation de handicap** bénéficiaires de l'obligation d'emploi relevant des catégories visées aux 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 9^o, 10^o et 11^o de l'article L323-3 du code du travail, après avis du médecin de prévention ;
- **pour donner des soins** au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave. La demande sera assortie d'un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier ou d'un médecin spécialisé.

1-2-2 : Le temps partiel sur autorisation

-Le temps partiel pour convenances personnelles est soumis à l'appréciation de l'IA-DASEN au regard de la nécessité de service et dans l'intérêt des élèves. Chaque demande fera l'objet d'un examen circonstancié.

-Le temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise.

L'autorisation est accordée pour une durée maximale de trois ans, renouvelable pour une durée d'un an, à compter de la création ou de la reprise de l'entreprise. Une nouvelle autorisation ne peut être accordée moins de trois ans après la fin d'un service à temps partiel pour la création ou la reprise d'une entreprise. La demande sera assortie de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou de l'extrait du Kbis.

-Le temps partiel au titre de la retraite progressive (voir paragraphe 2-2 page 6).

Dispositions communes aux temps partiels de droit et sur autorisation :

- trois quotités sont proposées : 50 %, 75 % et 80 %.
- la quotité à 80 % (rémunérée à 85.70%) ne permet pas d'obtenir un nombre entier de journées travaillées et nécessite donc un apport d'heures complémentaires définissant des journées à réaliser sur l'année scolaire et à répartir en fonction de l'intérêt du service et après concertation avec l'enseignant. Le temps de service pourra s'effectuer sur une autre école que l'école d'affectation, les modalités étant organisées par la circonscription de rattachement.

Dispositions propres aux temps partiels sur autorisation :

Toute demande d'exercice des fonctions à temps partiel sur autorisation fera l'objet d'un examen circonstancié au regard des nécessités de service dans le respect de l'intérêt et de la sécurité des élèves ainsi que de la continuité du service.

En raison des besoins du département, cette modalité d'exercice sera prioritairement accordée aux enseignants qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- avoir un enfant de moins de 8 ans à charge au 01/09/2026
- ou être âgé de plus de 57 ans au 01/09/2026
- ou relever d'une situation difficile (professionnelle/médicale) et sur laquelle l'IEN de votre circonscription formulera un avis circonstancié

1-3 : Le temps partiel annualisé.

Il s'agit d'une modalité d'exercice des fonctions à temps partiel calculée dans le cadre de l'année scolaire en alternant les séquences travaillées et non travaillées. **Seule la quotité à 50 % est proposée**, sous réserve de l'intérêt du service.

Dans ce cadre, l'année scolaire se décompose en deux périodes travaillées :

- 1^{ère} période : début de l'année scolaire jusqu'au 31 janvier 2027 inclus ;
- 2^{ème} période : du 1^{er} février 2027 à la fin des classes.

L'enseignant exerce à temps plein pendant la période travaillée choisie mais perçoit une rémunération correspondant à une quotité égale à 50 % sur toute l'année scolaire.

Les possibilités de mise en œuvre d'un tel aménagement sont examinées au cas par cas, compte tenu des contraintes d'organisation du service qu'elles impliquent. En effet, les modalités du temps partiel annualisé doivent être compatibles avec la possibilité d'assurer le complément de service dans des conditions satisfaisantes. Il est nécessaire de pouvoir regrouper deux demandes cohérentes en termes de calendrier et de secteurs géographiques.

La DIPER procède au traitement manuel des demandes de temps partiel annualisé, après les résultats du mouvement informatisé. La communication des résultats se fait par mail courant juin.

En cas d'impossibilité d'accorder le temps partiel annualisé l'enseignant devra exercer ses fonctions **à temps complet**.

2- Dispositions relatives au régime de retraite

2-1 Cotisation optionnelle au régime de pension civile pour les agents à temps partiel (cf. annexe 1)

TRES SIGNALE	L'option de surcotisation revêt un caractère IRREVOCABLE
---------------------	---

La période **de temps partiel de droit pour élever un enfant** (et uniquement pour élever un enfant) est prise en compte gratuitement (sans versement de surcotisation) dans la liquidation de la pension à hauteur de 100%. Cette prise en compte est limitée à 3 ans par enfant.

Pour les **autres demandes de temps partiel de droit et les demandes d'exercer à temps partiel sur autorisation**, vous pouvez demander à surcotiser pour la retraite sur la base du traitement soumis à une retenue pour pension correspondant à un temps plein pour un maximum de 4 trimestres pour l'ensemble de la carrière.

Pour bénéficier de l'option de surcotisation, **vous devez impérativement compléter** l'imprimé en **annexe 1**.

Le taux est appliqué au traitement indiciaire brut, y compris la nouvelle bonification indiciaire et la bonification indiciaire correspondant au taux d'un agent de même grade, échelon et indice que le demandeur et exerçant à temps plein.

Rappel : le taux de cotisation normal pension civile au 1^{er} janvier 2025 est de 11.10%

Quotité de service	Taux de surcotisation	Durée de la surcotisation pour atteindre 4 trimestres
80%	16.20 %	5 ans
75%	17.48 %	4 ans
50%	23.85 %	2 ans

2-2 Retraite progressive

L'article 26 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (décrets d'application n°2023-751 et 2023-753 du 10 août 2023) instaure le dispositif de retraite progressive dans la fonction publique pour accompagner l'allongement des carrières et faciliter la transition entre l'emploi et la retraite.

La retraite progressive est un dispositif qui permet de percevoir une partie de sa pension avec une activité à temps partiel.

Les agents doivent remplir trois conditions **cumulatives** pour pouvoir prétendre à la retraite progressive de la fonction publique :

- être âgé d'au moins 60 ans ;
- avoir 150 trimestres de durée d'assurance (tous régimes confondus) ;
- exercer son activité à temps partiel à titre exclusif (aucun cumul avec une activité accessoire n'est autorisé) le jour de la date d'effet de la retraite progressive.

Préalablement à toute demande et pour de plus amples renseignements il est **impératif** de vous reporter à la documentation publiée sur ACCOLAD (<https://accolad.ac-montpellier.fr/section/ma-carriere/retraite-et-pension-de-reversion/demander-sa-retraite>).

3- Modalités de dépôt des demandes / Calendrier

Les demandes devront être saisies sur COLIBRIS :

<https://demarches-montpellier.colbris.education.gouv.fr/rh-demande-de-temps-partiel-1er-degre/>

Les modalités d'accès sont précisées dans l'annexe 2.

La campagne départementale **se clôturera le 31 janvier 2026** : aucune demande ne pourra être traitée après cette date.

Lors de la saisie de la demande en ligne, il est possible d'indiquer le(s) jour(s) libéré(s) souhaité(s) : ces souhaits seront pris en compte dans la limite des possibilités d'organisation des services et n'engagent pas l'administration.

Les jours libérés ne seront communiqués qu'en fin d'année scolaire aux enseignants concernés, via les secrétariats de circonscriptions.

L'envoi des pièces médicales devra être effectué par voie postale, avant le 8 février 2026 (cachet de la Poste faisant foi) à l'adresse suivante : DSDEN de l'Hérault – DIPER
A l'attention de Mme DURAND Aurélie
31 rue de l'Université
CS 39004
34064 Montpellier Cedex 2

IMPORTANT : une fois la campagne clôturée, le choix de la quotité n'est pas révisable.

Lors de cette phase de saisie, tout problème technique devra être signalé à la DSI² via la rédaction d'un ticket ASAP² sur ACCOLAD :

https://asap2.phm.education.gouv.fr/pages/exec.php?exec_module=itop-portal-base&exec_page=index.php&portal_id=itop-portal

Pour toute autre question, il convient de s'adresser à Madame Aurélie DURAND, uniquement via l'adresse tempspartiels34@ac-montpellier.fr

Les enseignants recevront une réponse à leur demande de temps partiel, via une notification COLIBRIS ou par mail, fin mars – début avril 2026.

L'enseignant qui obtiendrait une réponse défavorable de l'IA-DASEN à sa demande de temps partiel aura la possibilité d'adresser un recours gracieux et, s'il le juge nécessaire, faire appel auprès de l'administration, conformément à la réglementation, en saisissant la Commission Administrative Paritaire Départementale. Les recours doivent être adressés à l'IA-DASEN, sous couvert de l'IEN de circonscription, via l'adresse mail de la circonscription de l'enseignant et en plaçant en copie Madame Aurélie DURAND via l'adresse tempspartiels34@ac-montpellier.fr

Les demandes des entrants au mouvement interdépartemental dérogent à ce calendrier. Ces enseignants pourront effectuer leur demande jusqu'au 31 mars 2026 via un formulaire papier qui sera mis en ligne sur le site de la DSDEN.

Les enseignants qui réintègrent de disponibilité, de détachement ou de CLD au 1^{er} septembre 2026 et qui souhaitent exercer à temps partiel, sont invités à se rapprocher de Madame Aurélie DURAND via l'adresse tempspartiels34@ac-montpellier.fr

TRES SIGNALE :

- Si vous êtes déjà à temps partiel en 2025-2026, vous devez renouveler votre demande** même si l'arrêté en votre possession stipule que votre temps partiel a été accordé pour une période de trois ans renouvelables par tacite reconduction. Il importe en effet de disposer de toutes les informations utiles pour organiser les services sur postes fractionnés.
- Les enseignants qui ne seront pas en classe à la date du 1^{er} septembre 2026** car en congé de maternité, congé parental ou congé de longue durée **NE SONT PAS CONCERNES** par cette campagne. Il leur appartiendra d'effectuer une **demande manuscrite dans un délai de 2 mois minimum avant leur reprise**.

La DIPER reste à votre disposition pour toute demande de précision si besoin.

Catherine COME